

1 – LES NOTIONS

- ✓ **Société démocratique** = Société égalitaire dans laquelle les individus ont les mêmes droits et réclament l'égalité des chances et des conditions.
- ✓ **Egalité des droits** = Il y a égalité des droits quand tous les individus sont égaux devant la loi.
- ✓ **Egalité des chances** = Situation dans laquelle les individus ont les mêmes moyens au départ pour exprimer leurs potentialités.
- ✓ **Egalité des situations ou égalité réelle** = On parle d'égalité des situations lorsque les individus ont à peu près le même niveau de vie et le même mode de vie.
- ✓ **Équité** = L'équité consiste à attribuer à chacun ce qui lui est dû ce qui correspond à une égalité juste.
- ✓ **Méritocratie** = Système politique, social et économiques dans lequel les privilèges et le pouvoir sont obtenus par le mérite
- ✓ **Justice sociale** = La justice sociale est un principe politique et moral qui a pour objectif une égalité des droits et une solidarité collective qui permettent une distribution juste et équitables des richesses.
- ✓ **Justice commutative ou universaliste** = Situation dans laquelle les individus disposent d'une stricte égalité des droits.
- ✓ **Justice distributive ou différentialiste** = Action qui vise à compenser des inégalités de situations initiales pour établir une égalité des chances.
- ✓ **Principe de différence** = John Rawls affirme que les inégalités doivent être au service des plus pauvres et que tous les positions sociales doivent être accessibles à compétences égales.
- ✓ **Justice corrective** = Société qui corrige les inégalités de départ pour tendre vers une égalité à l'arrivée. Dans ce cas, il faut mener une politique de redistribution.
- ✓ **Egalitarisme** = L'égalitarisme est une doctrine politique qui veut l'égalité absolue de tous les hommes, sous tous les aspects : civil, politique, économique, social... et qui tente de la réaliser dans les faits
- ✓ **Discrimination** = Dans le domaine social, la discrimination est la distinction, l'isolement, la ségrégation de personnes ou d'un groupe de personnes par rapport à un ensemble plus large
- ✓ **Politique universaliste** : Politique qui donne les mêmes droits à tous quelque soit leurs revenus ou leur position sociale (les allocations familiales sont, pour l'instant, des prestations universelles).
- ✓ **Politique de discrimination positive** = La politique de discrimination positive consiste donc en un traitement différencié et inégalitaire (dérogatoire au droit commun) au profit de certains groupes sociaux afin de leur donner les mêmes chances d'accéder aux différentes positions sociales.
- ✓ **Etat-Providence** = L'Etat-Providence est une conception de l'Etat qui étend son champ d'action dans les domaines économiques et sociaux.
- ✓ **Protection sociale** = La protection sociale est l'ensemble des dispositifs de prévoyance collective et de protection qu'une société accorde à ses membres pour les assurer et les aider à faire face aux principaux risques de l'existence (maladie, chômage, vieillesse, accidents du travail...).
- ✓ **Assurance sociale** = Prise en charge des risques sociaux réservée à ceux qui ont cotisé et à leur famille.
- ✓ **Assistance sociale** = L'assistance instaure une solidarité entre les individus pour lutter contre la pauvreté. Les prestations sont versées sous conditions de ressources comme le RSA par exemple
- ✓ **Services collectifs** = C'est un service qui mis au service de tous par l'Etat afin de créer une égalité entre les individus comme l'école par exemple
- ✓ **Prélèvements obligatoires** = Impôts + cotisations sociales.
- ✓ **Impôt forfaitaire** = Impôt dont le montant est le même pour tous quelque soit les revenus.
- ✓ **Impôt proportionnel** = Impôt dont le taux est identique pour tout le monde et dont le montant dépend de la dépense (il est proportionnel à la dépense).
- ✓ **Impôt progressif** = Un impôt progressif est un impôt dont le taux s'accroît en fonction de la valeur de l'élément taxé, appelé base d'imposition ou assiette
- ✓ **Impôt régressif** = Un impôt régressif (ou impôt dégressif) est un impôt dont le taux d'imposition diminue lorsque les montants imposés augmentent.
- ✓ **Cotisations sociales** = Les cotisations sociales sont des prélèvements assis sur les salaires Les cotisations sont à la fois salariales et patronales.
- ✓ **Prestations sociales** = Versement en argent ou en nature à des individus ou à des familles par un organisme public pour couvrir des dépenses que la collectivité considère correspondre à des objectifs sociaux : santé, famille, chômage.
- ✓ **Revenus de transfert** = Les revenus de transferts sont issus des mécanismes de redistribution. Ce sont les prestations familiales, les pensions de retraites, les allocations de chômage, les prestations de la sécurité sociale, etc.
- ✓ **Redistribution** = Fait de prélever des impôts et des cotisations à certaines personnes pour les distribuer à d'autres en fonction des risques encourus.
- ✓ **Solidarité verticale** = On parle de solidarité verticale, quand la redistribution permet de limiter les inégalités de richesses
- ✓ **Solidarité horizontale** = On parle de solidarité horizontale quand la redistribution se contente d'assurer la protection sociale de tous les individus

2 – LES CONCEPTIONS DE LA JUSTICE SOCIALE

Pour les Libertariens (R.Nozick, F.Hayek) la société est juste si...

- Elle s'oppose à une société anarchique et utopique ;
- L'Etat se satisfait d'une organisation économique capitaliste de marché ;
- L'Etat fait en sorte qu'il y ait une égalité parfaite des droits entre les individus

Pour les libéraux égalitaristes (John Rawls), la société est juste si...

- Elle garantit des libertés de base pour tous
- Elle maintient des seules inégalités qui profitent aux plus défavorisés.
- Elle promeut l'égalité des chances

Pour les socio-démocrates (A.Sen, F.Dubet), la société est juste si...

- L'Etat resserre l'éventail des positions sociales ;
- Tous les individus ont les mêmes chances de se répartir dans l'ordre social en fonction de leur mérite
- Si on est capable de bien définir les inégalités de départ pour pouvoir les corriger

3 – LES POLITIQUES POUR ATTEINDRE LA JUSTICE SOCIALE

| Pour les libéraux, il ne faut pas réduire les inégalités car... | Pour les socio-démocrates, il faut réduire les inégalités car... |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Elles sont justes si elles résultent de décisions individuelles. | <ul style="list-style-type: none"> • Elles affectent l'efficacité économique en empêchant les plus pauvres d'exprimer toutes leurs potentialités. |
| <ul style="list-style-type: none"> • L'inégalité n'est que la conséquence du talent, et le talent est naturel donc inégalités sont inévitables. | <ul style="list-style-type: none"> • La redistribution des revenus favorise la consommation des ménages pauvres qui ont une forte propension à consommer. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Aucune inégalité au départ, c'est le marché qui décide de la valeur de la prestation rendue. | <ul style="list-style-type: none"> • La cohésion sociale entraîne une meilleure compétitivité du pays, qui est possible grâce à une meilleure égalité. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Appauvrir les riches les empêche d'investir ce qui réduit la croissance économique qui profite aux pauvres car elle fournit emplois et revenus. | <ul style="list-style-type: none"> • La réduction des inégalités élimine les coûts sociaux qu'elle engendre (police, justice, prison, assurance..). |
| <ul style="list-style-type: none"> • La hausse des impôts va inciter les riches à s'expatrier. | <ul style="list-style-type: none"> • La mobilité entre générations est plus grande avec une égalité des revenus |
| <ul style="list-style-type: none"> • Les aides sociales incitent à la paresse et l'inactivité. | <ul style="list-style-type: none"> • On a besoin de revenus pour exprimer son talent. Hausse du salaire -> gain de productivité et plus d'autonomie (en entreprise par exemple). |
| <ul style="list-style-type: none"> • La lutte contre les inégalités entrave la liberté. | <ul style="list-style-type: none"> • Le phénomène de domination sera empêché. Un individu ne pourra pas acheter le travail d'un autre grâce à des revenus plus importants -> liberté. |

4 – ARGUMENTS POUR ET CONTRE LA DISCRIMINATION POSITIVE

| CONTRE | POUR |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> La discrimination positive est en contradiction avec les principes républicains qui assurent l'égalité devant la loi de tous les citoyens français sans distinction d'origine, de race ou de religion. | <ul style="list-style-type: none"> Elle est à même d'égaliser la façon dont la légitimité d'un groupe ou d'un autre à occuper n'importe quel poste ou niveau social est perçue. |
| <ul style="list-style-type: none"> la discrimination positive est un accélérateur de communautarisme en poussant chaque communauté à s'organiser pour tenter d'obtenir un maximum d'avantages. | <ul style="list-style-type: none"> Elle permet de mettre fin à long terme aux préjugés qui entretiennent l'exclusion sociale |
| <ul style="list-style-type: none"> La discrimination positive masque les ressorts économiques et sociaux de l'inégalité au profit d'une vision purement raciale des relations sociales. C'est un retour au tribalisme des sociétés primitives. | <ul style="list-style-type: none"> Mettre fin aux discriminatoires envers le groupe considéré comme dominant et qui se retrouve défavorisé par les mesures de discrimination positive. |
| <ul style="list-style-type: none"> La discrimination positive affaiblit considérablement la notion de mérite et d'effort en établissant des passe-droits. | <ul style="list-style-type: none"> Elle permet de rassurer les minorités. Par un accès plus facile à l'enseignement, elle permet à celles-ci d'entrevoir un meilleur avenir, mais surtout un avenir caractérisé par une insertion réelle dans la société. |
| <ul style="list-style-type: none"> La discrimination positive pénalise les catégories de la population pourtant en détresse sociale mais qui ne peuvent prétendre à aucun passe-droit en raison de leurs caractéristiques ethniques. A terme, seules deux catégories de la population pourront espérer les meilleurs postes : les classes dirigeantes et les populations bénéficiant de passe-droits sur critères ethniques. La masse des autres constitue les « victimes directes » de la discrimination positive. | <ul style="list-style-type: none"> Elle est un moyen d'assurer l'égalité des chances en éliminant les obstacles qui discriminent certaines catégories d'individus. Elle permet, par la mixité des classes, d'enrichir l'apprentissage de chaque individu. |
| <ul style="list-style-type: none"> La discrimination positive induit une concurrence des « communautés » et un ressentiment parmi les populations soumises au droit commun. | <ul style="list-style-type: none"> La discrimination positive permet de passer outre à certaines pratiques racistes pratiquées encore récemment dans le monde du travail. |
| <ul style="list-style-type: none"> La discrimination positive a également ses « victimes indirectes » : celles qui appartiennent à l'une de ces catégories privilégiées, qui ont pourtant utilisé les voies conventionnelles pour réussir, mais qui souffrent de l'amalgame car présumées favorisées. | <ul style="list-style-type: none"> Elle ouvre ce marché à des minorités qui désespéraient depuis longtemps de ne pouvoir y accéder équitablement par rapport au reste de la société. |

5 – LES TROIS CONCEPTIONS DE L'ETAT-PROVIDENCE

| | ETAT-PROVIDENCE minimal ou libéral | ETAT-PROVIDENCE conservateur-corporatiste | ETAT-PROVIDENCE Social-démocrate |
|---------------------|---|---|--|
| Principe | <ul style="list-style-type: none"> • Filet social minimal = assistance | <ul style="list-style-type: none"> • Assurance sociale, redistribution horizontale | <ul style="list-style-type: none"> • Prestations universelles et redistribution verticale |
| Mode de financement | <ul style="list-style-type: none"> • Impôts | <ul style="list-style-type: none"> • Cotisations sociales | <ul style="list-style-type: none"> • Impôts |
| Bénéficiaires | <ul style="list-style-type: none"> • Seulement les plus démunis | <ul style="list-style-type: none"> • Seulement les ménages qui ont cotisé | <ul style="list-style-type: none"> • Tous les citoyens |
| Pays concernés | <ul style="list-style-type: none"> • Etats-Unis, Australie | <ul style="list-style-type: none"> • Allemagne, Italie, Autriche | <ul style="list-style-type: none"> • Danemark, Suède, Finlande |

6 – LES MOYENS DE L'ETAT POUR LUTTER CONTRE LES INEGALITES

| MOYENS | LIMITES |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Politique de redistribution | <ul style="list-style-type: none"> • Les prestations sociales ne sont pas toutes correctrices d'inégalité, en particulier les prestations d'assurance. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Politique de discrimination positive | <ul style="list-style-type: none"> • Les individus qui en profitent peuvent être stigmatisés et cette politique réservée aux discriminés ne permet pas de traiter la question sociale dans sa globalité. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Impôt progressif sur les revenus et la fortune | <ul style="list-style-type: none"> • De nombreuses niches fiscales et l'évasion ou la fraude fiscale réduisent considérablement la progressivité. Pour les libéraux, trop d'impôts tue l'impôt. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des prélèvements obligatoire | <ul style="list-style-type: none"> • Augmenter les prélèvements obligatoires aboutit à tuer les ressources redistribuables (courbe de Laffer) car les riches vont s'expatrier ou frauder le fisc : « Trop d'impôt tue l'impôt » ! |
| <ul style="list-style-type: none"> • Politique d'assistance sociale | <ul style="list-style-type: none"> • Distribuer des aides sociales encourage la paresse et l'inactivité (Milton Friedman). L'égalitarisme par le bas est facteur de médiocrité. L'égalité n'est donc pas équitable |

7 – LES TROIS CRISES DE L'ETAT-PROVIDENCE

| | INDICATEURS | SOLUTIONS |
|----------------------------|---|---|
| Crise financière | <ul style="list-style-type: none"> • Déficit des budgets sociaux • Diminution relative du nombre de cotisants • Augmentation relative du nombre de bénéficiaires liée au vieillissement de la population. • Moindre recettes dues à la crise économique et au chômage | <ul style="list-style-type: none"> • Hausse des prélèvements obligatoires limitée par les risques de perte de compétitivité et par la fuite devant l'impôt. • Diminution des prestations au risque d'accroître la pauvreté. • Rendre le système plus efficace au risque de créer des injustices. |
| Crise de légitimité | <ul style="list-style-type: none"> • La protection sociale est remise en cause car, pour certains, elle profite à certains au détriment des autres. La solidarité collective est de moins en moins acceptée dans une société individualiste. | <ul style="list-style-type: none"> • Recréer du lien social au lieu de stigmatiser les populations les plus pauvres. |
| Crise d'efficacité | <ul style="list-style-type: none"> • Le chômage, la pauvreté et la précarité persistent malgré l'importance des sommes dépensées. | <ul style="list-style-type: none"> • Mieux cibler les aides et réduire les démarches administratives. |

Romain Rigal et Cyril Cazal